

ACCESSION DE L'UKRAINE

Situation socio-économique de l'Ukraine entre janvier et avril 1998

La Commission gouvernementale sur l'accession de l'Ukraine à l'OMC a communiqué les renseignements ci-après concernant la situation socio-économique de l'Ukraine entre les mois de janvier et avril 1998.

La situation actuelle de l'économie ukrainienne se caractérise ainsi: le développement est ralenti par le manque de fonds d'exploitation, la pauvreté des consommateurs et un environnement peu favorable aux investissements et au crédit.

La croissance de la production ne s'accompagne pas d'une stabilisation appropriée de la situation financière de la plupart des entreprises. Bien que la quantité d'argent se soit accrue de plus de 7,0 pour cent entre février et avril 1998, les fonds obtenus ont servi à rembourser les dettes nationale et étrangère de l'État plutôt que d'être distribués au secteur des entreprises de l'économie pour stimuler la demande globale.

En général, on estime que le PIB réel pour la période allant de janvier à avril 1998 se situe environ au même niveau que l'année dernière à la même période. En avril, le volume de la production dans une branche de l'économie aussi importante que l'industrie a diminué de 1,3 pour cent, mais sa croissance demeure positive sur l'année et s'élève actuellement à 0,9 pour cent. En se basant sur le niveau des prix enregistré entre janvier et avril, on s'attend que le PIB nominal depuis le début de l'année jusqu'à maintenant atteigne à peu près 28 milliards de hryvnias.

Finances et budget

En dépit d'un certain nombre de mesures prises pour améliorer les recettes, la situation dans ce domaine laisse à désirer. À toutes fins utiles, les recettes globales s'élevaient à 5,69 milliards de hryvnias, soit 19,1 pour cent de la somme prévue pour l'année.

Les recettes du budget public sont de 2,9 milliards de hryvnias, soit 67,3 pour cent de la somme prévue pour le trimestre et 13,8 pour cent de la somme prévue pour l'année. Le manque à gagner est de 1,4 milliard de hryvnias, soit 32,7 pour cent.

Seuls 13,8 pour cent du produit prévu de TVA, soit 1,2 milliard de hryvnias ont été recueillis. Ce déficit est dû principalement à l'accroissement de la dette fiscale. Par exemple, le déficit de TVA s'est accru de quelque 570 millions de hryvnias au cours des trois derniers mois et s'élève actuellement à 1,5 milliard de hryvnias. Le déficit est dû à l'influence des opérations de troc entre les entreprises, à la diminution de la demande de produits nationaux découlant de la baisse du pouvoir d'achat du public, et à l'absence de marchés étrangers.

Le produit des droits d'accise a atteint 160,6 millions de hryvnias, soit 15,6 pour cent de l'estimation annuelle. Les droits d'accise non recouverts au cours des trois derniers mois sont 3,5 fois plus élevés et atteignent actuellement 222 millions de hryvnias.

Les recettes provenant des fonds spéciaux représentaient 17,3 pour cent des sommes estimées. Le Fonds sur les mesures pour l'élimination des conséquences de la catastrophe de Tchernobyl et la protection sociale de la population a reçu 372,6 millions de hryvnias, soit 14,4 pour cent de la somme prévue pour l'année. Cette somme comprend 105,6 millions de hryvnias pour le Régime d'assurance sociale (soit 16,7 pour cent) et 105,6 millions de hryvnias pour le Fonds national d'innovation (soit 12,6 pour cent).

Aucun événement important ne s'est produit en ce qui concerne le remboursement de la dette budgétaire générale. Au cours du premier trimestre, le montant de la dette restructurée à rembourser s'élevait à 72,1 millions de hryvnias.

Le déficit de TVA représentait 38,3 pour cent de la dette budgétaire totale; le déficit de l'impôt, 14,4 pour cent; le déficit des loyers, 6,8 pour cent et le déficit des droits d'accise 5,7 pour cent.

Au cours de la présente année, les crédits budgétaires ont été votés pratiquement en même temps que les recettes étaient enregistrées.

En termes généraux, les dépenses du budget global de janvier à mars 1998 s'élèvent à 6,8 milliards de hryvnias, dont 20,3 pour cent de la somme prévue pour l'année.

Le surplus de dépenses par rapport aux recettes (déficit) était de 1 022,7 millions de hryvnias, soit 30,3 pour cent du budget annuel. Pour combler ce déficit, on a levé des recettes de 62 millions de hryvnias de sources nationales et de 1 538,1 millions de hryvnias de sources nationales et étrangères.

Politique monétaire et d'emprunt

La situation dans le domaine monétaire et du crédit de janvier à avril 1998 a continué d'être influencée par les conditions des marchés financiers tant internationaux que nationaux, et par les mesures prises par la Banque nationale dans le but de réduire les effets de cette crise sur l'Ukraine.

En avril, tout comme en mars, les indicateurs monétaires ont continué de s'améliorer par rapport aux mois de janvier et février 1998. La base monétaire a donc augmenté de 2,5 pour cent de janvier à avril 1998, contre une diminution de 6,2 pour cent en janvier et février. Il en va de même pour la masse monétaire. Sa valeur nominale a augmenté de 3,4 pour cent de janvier à avril par rapport à la fin de 1997, contre une diminution de 6,6 pour cent en janvier et février.

Le compte de la Banque nationale d'Ukraine continuait d'être stable à la fin du mois de mars, soit à 41 pour cent, et le volume mensuel réel du compte en avril était en hausse de 2,1 pour cent.

Le volume du compte a augmenté de 43,8 pour cent en janvier, de 48,7 pour cent en février et de 48,9 pour cent en mars, contre 38,2 pour cent en octobre 1997.

La politique du crédit, la politique monétaire et la politique du marché des valeurs ont fait augmenter l'encours des prêts aux banques commerciales. Ceux-ci ont augmenté de 22 pour cent en mars par rapport au début de l'année, compte tenu d'une augmentation de la dette en devises étrangères de 11,5 pour cent. Simultanément, les dettes en devise nationale ont diminué de 3,7 pour

cent. La majeure partie de ces dettes (39,7 pour cent) était constituée de prêts à des entreprises industrielles.

Le pourcentage de prêts à long terme accordés par des banques commerciales à des entreprises a quelque peu augmenté en mars et s'élevait à 13,5 pour cent, contre 10,8 pour cent en mars de l'année dernière et à 10,8 pour cent au début de 1998. La dette non remboursée sur de tels prêts à long terme a augmenté de 28,3 pour cent par rapport au début de l'année. Entre-temps, l'encours de la dette a diminué de 1,3 pour cent en mars. Néanmoins, le montant des prêts à long terme demeure insignifiant.

Les risques grandissants de non-remboursement des prêts forcent les banques commerciales à augmenter le taux d'intérêt. Le taux d'intérêt sur les prêts des banques commerciales a continué d'augmenter. Des taux d'intérêt excessifs rendent les prêts trop "chers" pour les entités d'activités entrepreneuriales. En conséquence, de nombreux établissements de crédit ne trouvent pas preneur. Dans ces conditions les banques utilisent les fonds pour des transactions de devises ou pour acheter des obligations nationales de prêts internes (ONPI) qui sont quasiment sans risque et procurent un revenu garanti.

Vu l'absence d'incitations fiscales et de dispositions juridiques appropriées, les banques commerciales hésitent à accorder des prêts à long terme et pour des projets d'investissement.

Taux de change du hryvnia

Le taux de change nominal officiel du hryvnia a diminué de 7,5 pour cent (de 89,9 à 204,1 hryvnias pour 100 dollars EU) entre le 1^{er} janvier et le 30 avril 1998. Le taux réel a baissé de 4,3 pour cent.

Entre janvier et avril, la masse de dollars EU à la Bourse monétaire interbancaire d'Ukraine était nulle dans 60 des 83 ventes d'actions. Durant cette période, l'offre de dollars EU se chiffrait à 132,3 millions de dollars EU et la demande, qui était 6,8 fois plus forte, s'élevait à 898,4 millions de dollars EU.

La vente de dollars EU sur le marché interbancaire d'Ukraine a diminué autant par rapport au mois de mars de cette année (70,9 pour cent) que pour la même période en 1997 (99,8 pour cent).

Au cours des quatre premiers mois de 1998, les ventes de dollars EU, de marks allemands et de roubles russes ont atteint 1 023,98 millions de dollars EU. Autrement dit, les ventes s'élevaient à 129 pour cent des transactions opérées durant de la même période de 1997. En même temps comme l'offre de devises étrangères des banques étrangères était insuffisante, les ventes de dollars EU ont été effectuées à 88,7 pour cent au titre des interventions de ventes de la Banque nationale d'Ukraine qui ont fait baisser les réserves de devises. L'intervention nette de la Banque nationale d'Ukraine sur la Bourse monétaire interbancaire s'est élevée à 771,3 millions de dollars EU de janvier à avril 1998.

Bourse des valeurs

La Loi sur le budget public de l'Ukraine pour 1998 prévoit de couvrir le déficit budgétaire par des sources internes de financement jusqu'à concurrence de 1 130,7 millions de dollars EU.

Au 28 avril 1998, des obligations internes avaient été émises pour une valeur nominale de 3 630,5 millions de hryvnias, ce qui représente 31,6 pour cent de la somme prévue par une résolution du Conseil des ministres. Ces obligations ont permis d'augmenter le budget de 2 665,1 millions de hryvnias. Sur cette somme, 76,1 millions de hryvnias ont été utilisés pour réduire le déficit budgétaire, c'est-à-dire seulement 6,7 pour cent de la somme provenant des sources internes de

financement. Le paiement de la dette et des dividendes sur les obligations des émissions précédentes atteignait 3 180,2 millions de hryvnias, créant un déficit de 515,1 millions de hryvnias. Ces résultats confirment que le "plafond" des ONPI a été dépassé, qu'il n'existe aucune garantie de recettes à partir des obligations qui dépassent les paiements d'intérêts et des autres dettes sur les obligations et, enfin, que le cours des ONPI risque de connaître une forte réduction.

Vu que le taux des ONPI demeure élevé (entre 46,7 et 49,1 pour cent), on ne peut pas s'attendre que la pression sur le budget public diminue sans une modification en profondeur du marché des ONPI, notamment par une restructuration des dettes existantes par l'émission d'obligations nationales à long terme. Il convient d'émettre des obligations à court terme, y compris en devises étrangères.

Dettes nationales extérieures

La dette nationale de l'Ukraine s'est accrue de 992 millions de hryvnias par rapport au début de l'année. Au 1^{er} avril 1998, elle atteignait 10,547 milliards de dollars EU. Cette augmentation découle en premier lieu des prêts de 1,519 milliard de dollars EU accordés à l'Ukraine par des banques commerciales étrangères (prêts fiduciaires).

Une part importante de cette somme est composée de dettes aux pays de la CEI (2,59 milliards de dollars EU), dont la Russie (1,896 milliard de dollars EU). L'Ukraine doit 1,221 milliard de dollars EU à la Banque mondiale, 352 millions de dollars EU à l'Union européenne et 66 millions de dollars EU à la Banque européenne de reconstruction et de développement. En ce qui concerne les lignes internationales de crédit accordées avec la garantie du gouvernement, la dette de l'Ukraine s'élève à 1,015 milliard de dollars EU répartis comme suit: Allemagne (453 millions de dollars EU), États-Unis (447 millions de dollars EU), Japon (36 millions de dollars EU), France et Italie (34 millions de dollars EU chacune), Espagne (4 millions de dollars EU) et Banque internationale pour la reconstruction et le développement (7 millions de dollars EU).

Selon des données préliminaires du Ministère des finances, les dépenses budgétaires pour le remboursement et le service de la dette nationale extérieure au cours des quatre premiers mois de 1998 atteignaient 751,9 millions de hryvnias. Sur cette somme, 556,9 millions de dollars EU ont été affectés au remboursement de la dette, 192,2 millions de dollars EU au paiement des intérêts et 2,8 millions de dollars EU à d'autres paiements.

Prix et inflation

L'indice des prix de gros en avril était de 100,5 pour cent par rapport à mars et de 102,9 pour cent par rapport à décembre. La tendance des producteurs industriels à stabiliser les prix s'est maintenue jusqu'en avril. Dans les domaines de l'extraction du pétrole, de la transformation du pétrole, des pneumatiques, de la soie, de la fourrure, du sucre, des macarons, de l'alcool, de l'amidon et dans d'autres secteurs industriels, on a enregistré une baisse des prix au cours des quatre mois de cette année par rapport à décembre 1997.

Les prix de gros des produits manufacturés étaient quelque peu plus élevés cette année à cause d'une augmentation de 4,4 pour cent du prix de l'énergie électrique, de 4,2 pour cent du combustible et de 30,5 pour cent du gaz naturel. En avril, les prix de l'industrie légère et alimentaire ont augmenté de 1,4 et de 2 pour cent respectivement.

L'indice des prix à la consommation était de 101,3 en avril par rapport au mois de mars. Les prix des produits et des services à la consommation ont augmenté de 3 pour cent depuis le début de l'année, contre une augmentation de 4,3 pour cent au cours des quatre premiers mois de 1997. En avril, le prix des produits alimentaires a augmenté de 1,9 pour cent, tandis que les prix des autres produits et services n'ont augmenté que de 0,1 et de 1,1 pour cent, respectivement.

Parmi les produits alimentaires, les plus fortes augmentations de prix ont touché les œufs (21,8 pour cent) et l'huile (10,6 pour cent). Le prix de la plupart des autres produits n'a pas changé. Parmi les services payants, l'abonnement téléphonique a augmenté de 40,9 pour cent et les frais de raccordement ont augmenté de 15,2 pour cent.

Industrie

La production industrielle s'est détériorée en avril 1998, surtout à cause de sérieux problèmes dans l'industrie lourde. Si l'on compare la production dans certaines industries en mars 1998 et en avril 1997, les différences suivantes apparaissent :

- énergie électrique: 24,1 et 8,0 pour cent, respectivement;
- industrie des combustibles: 9,0 et 3,7 pour cent;
- produits métallurgiques ferreux: 5,7 et 5,5 pour cent;
- construction de machines et traitement des métaux: 3,5 et 5,1 pour cent.

On observe aussi le déclin suivant entre les chiffres d'avril et de mars 1998:

- produits métallurgiques non ferreux: 5,4 pour cent;
- industrie chimique et pétrochimique: 1,9 pour cent;
- industrie du bois et des pâtes et papiers: 3,8 pour cent.

En général, la production industrielle a baissé de 7,1 pour cent entre mars et avril 1998. Cela représente une baisse de 0,9 pour cent de la production industrielle entre janvier et avril 1998 contre un déclin de 1,7 pour cent au cours du premier trimestre de l'année dernière.

Secteur minier

La production dans le secteur de l'exploitation minière et des produits métallurgiques finis (produits finis d'acier laminé et tuyaux d'acier) a diminué de 4,2 et 20,9 pour cent respectivement entre janvier et avril 1998. La production de certains types de produits secondaires a augmenté de 2,1 à 6,6 pour cent. La croissance la plus élevée s'est produite dans la production du coke (10,1 pour cent). La diminution de la production des produits laminés finis et des tuyaux en acier découle d'un manque de demande sur certains marchés extérieurs et de l'absence de consommateurs solvables sur le marché national. Ainsi, l'exportation de produits laminés finis a diminué de 12 pour cent à cause de la détérioration de la situation des produits métalliques sur le marché mondial, d'un certain nombre d'enquêtes antidumping et de la crise financière en Asie du Sud-Est.

La situation financière précaire du secteur industriel de produits métallurgiques ferreux, jointe à sa détérioration continue, ne laisse pas espérer une stabilisation pour ce secteur industriel. Un important problème est de réapprovisionner le capital d'exploitation et de rétablir le règlement en numéraire entre producteurs, consommateurs et fournisseurs de produits, de matières premières et d'énergie.

De janvier à avril 1998 dans le secteur des produits métallurgiques non ferreux, la production a augmenté dans les proportions suivantes: concentrés de minerai de métaux non ferreux (de 11,1 à 16,3 pour cent), oxyde d'aluminium (8,7 pour cent), aluminium primaire (9,6 pour cent) et aluminium secondaire (52,0 pour cent). La production de plomb à partir de matières premières pour réexportation après ouvrason a augmenté de 62 pour cent.

Simultanément, la production de silicone cristallin a baissé de 47,6 pour cent à cause du manque de demande. La production de zinc et de ferronickel n'a pas augmenté. Au cours des quatre premiers mois de 1998, le volume de la production industrielle des produits métallurgiques non ferreux a augmenté de 13,5 pour cent par rapport à la même période de l'année précédente.

Produits chimiques

Si l'on compare les chiffres d'avril et de mars 1998 dans le complexe chimique et pétrochimique, on constate que la production a augmenté dans les proportions suivantes: le carbonate de sodium anhydre (4 000 tonnes, soit 10,7 pour cent), la soude caustique (1 000 tonnes, soit 8,4 pour cent), les engrais minéraux (11 200 tonnes, soit 7,2 pour cent) et le polyéthylène à faible densité (200 tonnes, soit 2,1 pour cent).

En application de la Résolution n° 977 du Conseil des ministres, en date du 3 septembre 1997, la procédure de remboursement des dépenses pour le transport du gaz naturel qui alimente les entreprises produisant des engrais minéraux a eu des conséquences favorables sur la situation du complexe chimique. Les dépenses sont remboursées à partir des fonds provenant du transit d'ammoniac russe et restant après apurement et règlements budgétaires avec les transporteurs d'ammoniac. Cette mesure a contribué à empêcher un déclin supplémentaire de la production et a contribué à une augmentation du prix des engrais azotés. En avril, la production des autres produits chimiques (ammoniac, acide sulfurique, résine de chlorure de polyvinyle, fibres et fils chimiques) a poursuivi sa chute.

L'industrie a souffert en 1997 et au cours du premier trimestre de 1998 d'une réduction de plus de 200 pour cent du prix mondial de l'ammoniac et de la carbamide, des charges accrues pour le transport du gaz naturel à travers le territoire de l'Ukraine, du niveau élevé des opérations de troc (presque 50 pour cent dans le secteur industriel et jusqu'à 90-95 pour cent dans le sous-secteur de la pétrochimie), de l'obligation de maintenir et d'exploiter des équipements collectifs liés aux entreprises industrielles, ainsi que du niveau élevé de la consommation d'énergie et d'autres ressources dans le processus de production.

Charbon

Au cours de la période concernée, l'exploitation des mines de charbon s'est quelque peu stabilisée.

Le volume total de charbon extrait atteignait 27,5 millions de tonnes, dont 11,4 millions de tonnes de coke naturel. Le plan a été réalisé à 100,8 et 115,2 pour cent, respectivement. Par rapport à la période correspondante de 1997, le volume total de charbon extrait a augmenté de 1,0 million de tonnes (3,9 pour cent).

À cause du manque de fonds pour l'achat et la réparation du matériel d'exploitation minière, toutefois, il a été presque impossible d'améliorer les aspects techniques et économiques de l'industrie. Cela a empêché de mettre en œuvre un nouveau programme de forage et créé à la fois un manque de pièces de rechange et de matériel pour remplacer le matériel d'exploitation minière qui a dépassé sa vie utile et une pénurie d'experts possédant les qualifications minimales requises, d'où une augmentation du taux d'accidents.

La situation financière de l'industrie se complique du fait que les consommateurs de charbon ne paient pas leurs factures et règlent souvent par troc, jusqu'à environ 80 pour cent de toutes les transactions, et jusqu'à 90 pour cent dans certaines houillères.

Pétrole et gaz

Au cours des quatre premiers mois de 1998, les entreprises d'extraction de pétrole et de gaz ont extrait 1 304 800 tonnes de pétrole, y compris les condensats (95,3 pour cent de la période correspondante de l'année précédente) et 6 001 millions de mètres cubes de gaz (101,4 pour cent de la période correspondante de l'année 1997).

Grâce aux loyers versés pour le pétrole et une partie du gaz, 15 500 mètres de forage d'exploration ont été creusés, soit une augmentation de 240 pour cent par rapport aux forages exécutés au cours de la période correspondante de l'année précédente. La quantité totale de forages d'exploration s'élève à 83 900 mètres de janvier à avril 1998, soit 99 pour cent des forages entrepris au cours de la même période en 1997.

Depuis le début de l'année, les créances exigibles des entreprises gérées par Derzhnaftogasprom (Comité national du pétrole et du gaz) ont augmenté de 6 316 à 7 480,7 millions de hryvnias au 1^{er} mai 1998. Le niveau des paiements pour le gaz a diminué depuis l'année précédente de 39,5 à 17,3 pour cent.

En raison du faible niveau de recouvrement, les entreprises ne peuvent pas contribuer au budget ni augmenter leurs salaires. Au 1^{er} mai 1998, les comptes débiteurs de l'industrie du pétrole et du gaz s'élevaient à 1 526,0 millions de hryvnias. La dette salariale a augmenté de presque 40 pour cent depuis le début de 1998 en passant à 61,1 millions de hryvnias au 1^{er} mai 1998.

Depuis le début de 1998, 4 507 100 tonnes de pétrole ont été acheminées vers les raffineries d'Ukraine, dont 875 600 tonnes provenaient d'Ukraine même, soit 10 pour cent de moins que les approvisionnements des quatre premiers mois de l'année précédente. Les approvisionnements en pétrole de la Fédération de Russie ont augmenté de plus de 73 pour cent et atteignaient 2 486 300 tonnes. Au cours de la même période, les approvisionnements en pétrole du Kazakhstan ont diminué de 17 pour cent et totalisaient 1 145 200 tonnes.

En dépit de l'augmentation des approvisionnements importés, le problème du surplus de pétrole brut dans les raffineries de pétrole du pays est loin d'être résolu. En premier lieu, la situation découle des conditions favorables de l'importation de pétrole brut de la Fédération de Russie, étant donné que la part de pétrole russe dans le volume total importé représente presque 69 pour cent. En même temps, les approvisionnements provenant de la Fédération de Russie sont gênés par la réduction de l'extraction de pétrole dans ce pays depuis la décision du gouvernement d'assurer en première priorité le respect de ses obligations d'exportation en vertu d'accords avec les pays occidentaux.

Depuis le début de 1998, la production s'établit comme suit:

- essence pour véhicules à moteur:	929 600 tonnes;
- gazole:	1 274 400 tonnes;
- mazout:	1 458 700 tonnes;

soit 133, 118 et 102 pour cent, respectivement, par rapport à la période correspondante de l'année précédente.

Électricité

Au cours des quatre premiers mois de 1998, la production d'électricité en Ukraine a été de 63,9 milliards de kilowattheures (98,5 pour cent du niveau atteint l'année précédente).

La réduction de la production d'électricité est attribuable au déclin économique général qui se poursuit dans le pays, à la diminution de la consommation d'électricité dans l'industrie et dans d'autres secteurs de l'économie, à l'incapacité des consommateurs de payer et, conséquence de tout cela, à l'incapacité de l'industrie de se procurer la quantité voulue de combustible organique.

Au 1^{er} mai 1998, selon les données susmentionnées, la dette des entreprises de Minenergo (Ministère de l'énergie), sauf les centrales nucléaires, à l'égard de leurs fournisseurs étaient de 5 307 millions de hryvnias, dont 768 millions de hryvnias pour le charbon, 2 125 millions de hryvnias pour le gaz, 124 millions de hryvnias pour le mazout et 1 688 millions de hryvnias pour les centrales nucléaires. En outre, la dette envers les banques atteignait 165 millions de hryvnias, tandis que les créances exigibles s'élevaient à 3 857 millions de hryvnias.

En avril, les entreprises gérées par Minvuhleprom (Ministère de l'industrie du charbon) ont fourni 66 700 tonnes de charbon par jour, alors qu'une production quotidienne de 67 200 tonnes était prévue. En revanche, grâce aux importations de charbon, les stocks ont augmenté. Au 1^{er} mai 1998, les stocks de charbon étaient de 2 674 000 tonnes contre 1 985 000 tonnes au cours de la période correspondante de l'année précédente. Les stocks de mazout ont diminué, passant de 518 000 tonnes à 372 000 tonnes depuis l'année précédente.

Au cours des quatre premiers mois de 1998, le déclin de la construction de machines s'est poursuivi et était de 4,2 pour cent inférieure par rapport à la période janvier-avril 1997. La dette salariale globale couvre actuellement plus de 5,3 mois. La production de tracteurs, de grues motorisées, d'outils d'usinage des métaux, d'excavateurs, etc., a diminué.

Machines

La construction industrielle de machines s'est ralentie à cause du manque de capital d'exploitation dans les entreprises, du besoin de maintenir les éléments d'infrastructure sociale liés à l'industrie et de la faible capacité de paiement des consommateurs.

La faible qualité professionnelle des documents exigés pour recevoir les garanties du gouvernement, qui sont révisables par le Conseil des devises et du crédit, ont entravé l'établissement de coentreprises avec des sociétés comme "John Deere" et "Hege" pour lancer la production de moissonneuses-batteuses pour la récolte des grains.

L'exportation de certains types de machineries tend à se stabiliser. C'est ainsi que la société OJSC Motor-Sich à Zaporizhzhia exporte des moteurs d'avion vers les pays de la CEI, l'Entreprise nationale d'aviation de Kharkov continue de fournir des avions AN-72 et AN-74 à la République islamique d'Iran et la société VO Malyshev Pinirt à Kharkov fournit dans les délais des produits spéciaux au Pakistan.

Transports

Au cours des quatre premiers mois de 1998, les transports se sont déroulés de façon satisfaisante. Le volume de cargaisons transportées par tous les moyens de transport atteignait 564 millions de tonnes, soit 0,2 pour cent de moins que durant le premier trimestre de 1997.

Le fret ferroviaire a augmenté de 8 pour cent par rapport à la période correspondante de l'année précédente et s'élevait à 95,8 millions de tonnes. Le fret maritime et fluvial a augmenté de 10 et de 15 pour cent, respectivement, par rapport aux quatre premiers mois de 1997.

Il est donc possible d'en conclure que le transport du fret s'est bien déroulé. Les installations existantes de transport permettent une expansion du commerce et de la production.

Quelque 308,3 millions de personnes ont utilisé les transports publics, soit une augmentation de 8,8 pour cent par rapport à la période correspondante de l'année précédente.

Matériaux de construction

Dans l'industrie des matériaux de construction, la production d'"Ukrbudmaterialy" et "Ukr cement" a augmenté en avril 1998 de 2,7 pour cent et de 26 pour cent, respectivement, par rapport au mois de mars 1998. Le prix des matériaux de construction de base est demeuré stable en dépit des mesures relatives au prix du combustible et de l'énergie. En conséquence, les stocks de matériaux de construction diminuent peu à peu.

Au cours des quatre premiers mois de 1998, la production des matériaux de construction a augmenté dans les proportions suivantes par rapport à la période correspondante de l'année précédente: ciment (2,4 pour cent), matériaux pour cloisons (2,2 pour cent), matériaux sans minerai (76,9 pour cent), plaques d'amiante-ciment (37 pour cent), carrelage (28,3 pour cent), produits sanitaires en céramique (41,3 pour cent), radiateurs et convecteurs (13,1 pour cent). Toutefois, la production de verre, de baignoires et de linoléum continue de diminuer.

Produits de consommation et services rendus aux consommateurs

La production de produits de consommation de janvier à avril 1998 s'est caractérisée par une augmentation graduelle dans les entreprises de construction de machineries et dans le complexe chimique, dans l'industrie légère et l'industrie du bois, et dans les filiales de "Ukrmiscevprom". La production a augmenté de 3,0 pour cent contre une baisse de 21 pour cent au cours de la période correspondante de l'année précédente.

Au cours de la période concernée, la production de réfrigérateurs, de machines à laver et d'aspirateurs a augmenté. La compétitivité de ces produits (réfrigérateurs "Nord" et aspirateurs "Kmet" et "Artem") s'est améliorée. Cependant, la production d'appareils ménagers dans les entreprises de l'industrie électronique (télévisions, magnétophones) n'est pas satisfaisante. Au cours des quatre premiers mois de 1998, la production de ces articles a diminué dans les proportions suivantes: appareils de télévision (49,1 pour cent), magnétophones (49,6 pour cent), postes de radio (80,5 pour cent), contre des taux de 67,7, 61,4 et 29,8 pour cent, respectivement, en 1996.

Comparativement à la période janvier-avril 1997, la production de l'industrie légère a augmenté de 4,5 pour cent. Dans les quatre premiers mois de 1998, la production textile a augmenté de 14,1 pour cent par rapport à la période correspondante de l'année précédente. Un taux de croissance particulièrement élevé (presque 90 pour cent) a été signalé dans la production de cotonnades. La production de lainages a augmenté de 30 pour cent, mais la production de tissus de lin ou de soie, de chaussures, de bas et de tricotés a baissé.

La situation générale de la production de produits de consommation est loin d'être stable. Vu les prix élevés, la qualité médiocre et la faible capacité de paiement des consommateurs éventuels, qui tend à s'aggraver avec l'augmentation des coûts de l'électricité et des services publics, les invendus s'accumulent et presque tous les produits restent dans les entrepôts. Au 1^{er} avril 1998, 50 pour cent des tissus, 62 pour cent des chaussures, 13,5 pour cent des réfrigérateurs, 28 pour cent des machines à laver et des aspirateurs étaient restés invendus. Les stocks invendus comprennent 72 000 fers à repasser, 6 748 magnétophones, 859 motocyclettes et 1 944 articles de tricot, contre 15 000, 4 561, 73, 1 365 articles fabriqués, respectivement, au cours du premier trimestre de 1998. En conséquence, la solvabilité des entreprises (les sommes à payer atteignant presque le double des sommes à recouvrer) diminue, mais en même temps il n'y a pas de dépôts de bilan et la procédure de faillite n'est pas reconnue comme une méthode de restructuration des entreprises.

La production alimentaire s'est quelque peu stabilisée de janvier à avril 1998. La production de confiseries, de tabac, de macaronis, de céréales, de champagne, de bière, de produits à base d'alcool et de mélanges de spiritueux et d'alcool, d'eaux minérales et de boissons sans alcool, etc., a continué d'augmenter par rapport à la période correspondante de 1997.

Toutefois, une tendance négative a été constatée dans l'industrie de la viande où la production a diminué. La production de viande et de ses sous-produits de la première catégorie, les produits semi-finis à base de viande, la saucisse et la viande en conserve a baissé parce que le volume de bétail et de volaille livré aux entreprises de traitement au cours des quatre premiers mois de 1998 était presque deux fois moindre par rapport à la période correspondante de l'année précédente. Aucun oblast n'a réussi à augmenter l'approvisionnement de ces articles pour le traitement industriel.

En avril, la production d'huile de tournesol était 80 pour cent moins importante que la quantité produite en avril 1997. Cette situation est due à l'insuffisance du troc des matières premières pour le traitement industriel à cause de l'absence de la réglementation de l'exportation des graines de tournesol.

L'importation en Ukraine de 120 000 tonnes d'huile de tournesol brute et son raffinage dans des usines de purification pourraient résoudre partiellement le problème. Un projet de décret présidentiel a été ébauché par Minagroprom (Ministère de l'agriculture) et a reçu l'accord des ministères et organes concernés.

La situation du savon est catastrophique. En avril, la production de savon ménager s'est presque arrêtée, tandis que celle du savon de toilette a diminué de presque quatre fois par rapport à avril 1997. Du coup, le marché ukrainien est envahi par des importations venant surtout de Turquie, de l'Inde, etc. Toutefois, Minagroprom ne prend pas les mesures nécessaires pour améliorer la situation et surtout pour améliorer la qualité et l'emballage des produits ménagers.

Au cours des quatre premiers mois de cette année, les consommateurs ukrainiens ont reçu des services d'une valeur de 2,9 milliards de hryvnias. Comparativement à l'année précédente, la réduction de la vente de ces services s'est ralentie avec des prix variant entre 2 et 3 pour cent au-dessus du niveau enregistré pendant la période correspondante de 1997.

Les services éducatifs fournis par les établissements d'enseignement secondaire, professionnel et supérieur, les services juridiques et les institutions bancaires, les organismes de santé et les entreprises de communications ont continué de se développer. Les services de transport de passagers se sont améliorés.

La réduction du volume de services payants est en général liée à la crise de paiement des services offerts également par les services publics. La dette des consommateurs résidentiels au 10 avril 1998 s'élevait à 2 664 millions de hryvnias. En mars, les consommateurs résidentiels ont payé 66 pour cent des factures des services publics. Les impayés de plus de deux mois représentent 40,7 pour cent des comptes résidentiels totaux.

Aucun changement important ne s'est produit sur le marché de la consommation de l'Ukraine en avril 1998. Le volume des produits offerts autant sur les marchés structurés que non structurés a respecté les ressources financières limitées de la population.

D'après l'estimation des revenus commerciaux, les échanges du commerce au détail ont atteint presque 1 500 millions de hryvnias en avril et presque 4 600 millions de hryvnias au cours des quatre premiers mois de cette année. Par rapport à la période correspondante de l'année précédente, les échanges du commerce de détail aux prix courants ont augmenté de presque 2 pour cent, tandis que, à prix comparables, ils ont baissé de 2 à 2,5 pour cent.

Agriculture

La situation de l'agriculture a continué d'être précaire. Les travaux des champs au printemps ont connu des difficultés considérables. Des pénuries de pétrole et de lubrifiants ont été observées dans une partie des exploitations agricoles. À cause de l'amortissement des machines et des tracteurs et des pannes de matériel agricole, quelque 8 169 300 hectares avaient étéensemencés au 5 mai 1998, soit 57,8 pour cent du total prévu. Cela comprenait 3 977 900 hectares ou 76,3 pour cent des céréales et légumineuses (sauf le maïs). La situation de la betterave à sucre est légèrement meilleure. On en a planté sur 807 900 hectares, soit 80 pour cent de la superficie prévue.

L'élevage s'est signalé par une légère amélioration par rapport au début de 1997. Le nombre de vaches a augmenté de 4 pour cent dans toutes les catégories d'exploitations agricoles; cette progression concerne principalement le secteur privé, avec un gain de 2 pour cent pour les porcs et de 12,5 pour cent pour les moutons et les chèvres. Par contre, le nombre de vaches a diminué de 14 pour cent, le nombre de cochons de 9 pour cent, le nombre de chèvres de 4 pour cent, le nombre de moutons de 20 pour cent et le nombre de volailles de toutes sortes de 0,4 pour cent par rapport à la même période de l'année dernière.

Des changements positifs ont été observés dans la productivité des animaux et de la volaille. La traite moyenne s'est accrue de 35 kg depuis le début de l'année à cause d'un meilleur approvisionnement en fourrage par rapport à l'année précédente. La production d'œufs par poule a légèrement augmenté. La mortalité animale a diminué de façon notable.

La situation financière des producteurs agricoles demeure précaire. Selon Minagroprom (Ministère du complexe agro-industriel d'Ukraine), les comptes débiteurs des fournisseurs s'élevaient à 772,8 millions de hryvnias au 15 avril 1998. La dette de l'agro-industrie envers les producteurs agricoles atteignait 26,9 millions de hryvnias, dont 0,2 million de hryvnias pour les produits laitiers, 7,2 millions de hryvnias pour les produits à base de viande et 2 millions de hryvnias pour la laine. La dette envers la Banque d'Ukraine a continué d'augmenter autant pour les prêts à long terme qu'à court terme. Elle s'élevait à 86,7 millions de hryvnias au 1^{er} avril 1998.

La production agricole depuis le début de 1998 était de 97,3 pour cent par rapport à la période correspondante de l'année dernière, dont 93,7 et 99,1 pour cent sur les exploitations agricoles des secteurs public et privé, respectivement.

La réforme des systèmes de production par la privatisation des entreprises d'État, le partage des recettes et la transformation des exploitations agricoles collectives en entreprises commerciales est presque achevée. Mais ces réformes n'ont pas donné les résultats escomptés. L'absence d'un marché foncier empêche les producteurs agricoles d'utiliser leur capital fixe comme garantie de crédit. Cette situation limite à son tour de manière draconienne les fonds de roulement et crée des difficultés pour acheter des engrais, du carburant, des machines, des semences, etc.

Quelque 23 bourses agricoles ont vendu des produits pour 2,41 millions de hryvnias en avril et pour 4,03 millions de hryvnias depuis le début de l'année, ce qui représente 78 pour cent de moins que durant la même période de l'année dernière. En d'autres mots, les bourses agricoles ne jouent pas leur rôle dans la création d'un marché dans le secteur agro-industriel. L'augmentation du coût de leurs services, les plaintes des acheteurs contre des prix trop élevés et des vendeurs contre des prix trop bas, ainsi que d'autres défauts font ressortir leur inefficacité.

Investissements

Selon des données préliminaires, des dépenses en capital d'environ 2,5 milliards de hryvnias ont été faites de janvier à avril de cette année. Elles représentent 18,5 pour cent de l'estimation annuelle. Les dépenses en capital de l'État au cours du premier trimestre représentent 7,54 millions de hryvnias, soit seulement 2,2 pour cent des prévisions pour 1998.

Les activités dans le complexe du bâtiment se sont stabilisées jusqu'à un certain point. Les organisations de sous-traitance de tous les types de propriété et de toutes les différentes formes d'affaires ont exécuté des travaux avec leurs propres ressources pour une somme de 1,4 milliard de hryvnias, soit 2 pour cent par rapport à la même période l'année dernière.

Le holding "Kyivmiskbud" a augmenté son volume de travail de plus de 42 pour cent, et la "Ukrtransbud Corporation" de plus de 7 pour cent. Les délais d'exécution des travaux sous-traités se sont améliorés jusqu'à 10-12 pour cent dans les sociétés "Ukrbud", "Ukrmontazhspetsbud" et "Ukragroprombud", contre 36 à 50 pour cent l'année précédente.

La lenteur des travaux de construction s'explique par l'absence de financement pour les ouvrages dont la construction est financée par le budget public.

Des investissements d'environ 16 millions de hryvnias ont été faits pour construire des éléments liés à la réparation des conséquences de l'accident survenu à la centrale nucléaire de Tchernobyl. Ils représentent 60 pour cent de moins que pour la période correspondante de l'année dernière.

Le programme de construction de Tchernobyl a reçu 31 145 millions de hryvnias entre janvier et avril 1998, soit 10,3 pour cent de l'affectation annuelle.

Au cours des quatre premiers mois de 1998, les investissements étrangers ont augmenté. Quelque 448 investissements étrangers d'un montant total de 190,9 millions de dollars EU ont été enregistrés. Plus de la moitié de cette somme a été dépensée en avril. À titre de comparaison, 692 investissements étrangers d'un montant total de 180,7 millions de dollars EU avaient été enregistrés au cours des quatre premiers mois de l'année dernière. En plus des investissements étrangers, l'Ukraine obtient depuis 1992 des prêts étrangers en vertu d'accords internationaux, intergouvernementaux et interbancaires.

Au cours des trois premiers mois de 1998, "Ukreximbank", agissant à titre de mandataire du gouvernement pour le service de prêts étrangers avec l'aide de garanties accordées par le Conseil des ministres de l'Ukraine, a levé des prêts totalisant 169,1 millions de dollars EU. Des prêts totaux de 52,2 millions de dollars EU avaient été obtenus en vertu d'accords précédents.

La plupart des prêts obtenus depuis 1992 ont été accordés au complexe agro-industriel (62,2 pour cent), y compris les remboursements effectués à partir du budget public à raison de 76,2 pour cent.

Des prêts d'un montant total de 73,5 millions de dollars EU ont été remboursés au cours des trois premiers mois de cette année. Depuis 1992, le principal des prêts étrangers s'élevait à 1,01 milliard de dollars EU (au 1^{er} avril 1998), y compris un montant impayé de 0,55 milliard de dollars EU.

La dette intérieure impayée du budget public auprès d'emprunteurs étrangers se chiffrait à 547,1 millions de dollars EU au 9 avril 1998, y compris la dette de 144,7 millions de dollars EU de l'entreprise "Ukragroteckhservice" (en vertu d'un prêt obtenu pour l'achat de machines agricoles).

Activités économiques étrangères

Selon des données préliminaires fournies par le Service national des douanes de l'Ukraine et les données relatives à d'autres produits non dédouanés, les échanges extérieurs de produits ont atteint 3,85 milliards de dollars EU en janvier-février 1998, soit 12 pour cent de moins que pour la même période de l'année dernière.

Les exportations de produits ont rapporté 1,66 milliard de dollars EU, tandis que les importations atteignaient 2,19 milliards de dollars EU, soit 7,8 et 15 pour cent de moins respectivement, par rapport aux deux mêmes mois de 1997.

Le solde total des échanges de produits était négatif et s'élevait à 527,8 millions de dollars EU.

Les deux premiers mois de 1998 se signalent par une stabilité du commerce extérieur de l'Ukraine vis-à-vis des marchés des autres pays et par une diminution du commerce avec les pays de la CEI et les États baltes.

Par exemple, les échanges extérieurs avec les pays de la CEI et les États baltes étaient de 2,06 milliards de dollars EU, soit 642 millions de dollars EU de moins que pour la même période de l'année dernière. Les exportations de produits vers les pays de la CEI s'élevaient à 584,12 millions de dollars EU, soit 30 pour cent de moins que pour la même période de 1997. Les importations se chiffraient à 1 478,0 millions de dollars EU, soit une diminution de 21 pour cent. On observe un solde négatif de 893,4 millions de dollars EU du commerce avec les pays de la CEI.

Les échanges extérieurs de produits avec les autres pays du monde étaient de 1,79 milliard de dollars EU au cours des deux premiers mois de 1998, soit une augmentation de 7 pour cent par rapport à la même période de l'année dernière. Les exportations de produits ont augmenté de 11,3 pour cent et les importations sont restées au même niveau. On observe un solde positif de 366,05 millions de dollars EU.

Transformations institutionnelles

Quelque 329 entreprises d'État ont été privatisées au cours du premier trimestre de 1998. Le nombre d'entreprises privatisées s'établit comme suit: groupe A, 104; groupes B, V et G réunis, 168; groupe D, 31; et groupe E, 26. En général, la méthode utilisée le plus couramment était la vente d'actions. C'est ce qui s'est produit dans 56,84 pour cent de toutes les entreprises privatisées, tandis que des ventes aux enchères et des ventes à des associations d'acquéreurs ont permis d'acquérir 22,8 et 15,5 pour cent, respectivement, des entreprises.

Moins de 3,04 pour cent des entreprises ont été privatisées par voie d'adjudications commerciales, tandis que 1,22 et 0,6 pour cent pour cent l'ont été par voie d'adjudications non commerciales et par baux avec option d'achat, respectivement.

Au cours du premier trimestre de 1998, 1 068 entreprises communales ont aussi été privatisées par les autorités de privatisation en vertu d'accords avec les organismes des gouvernements locaux. De ces entreprises, 1 007 faisaient partie du groupe A. L'ensemble des privatisations s'établit comme suit: 59,7 pour cent de petites entreprises achetées par des associations d'acquéreurs, 20,6 pour cent par ventes aux enchères, 9 pour cent par des enchères commerciales, 7,5 pour cent par des baux avec option d'achat et 2,5 pour cent par des enchères non commerciales; en outre, six entreprises (0,6 pour cent) ont été privatisées par vente d'actions et une entreprise a été acquise par une autre méthode.

Au cours du premier trimestre de l'année, 273 lots d'actions de 271 sociétés ouvertes par actions d'une valeur nominale totale de 5 376 000 hryvnias ont été mis en vente sur les marchés boursiers ukrainiens et dans les systèmes de gré à gré contre espèces. Quelque 126 lots d'actions ont ainsi été vendus. La valeur des actions vendues en deçà de la valeur nominale et par voie d'accords signés s'élevait à 47 467 600 et 77 473 500 hryvnias, respectivement. Des prix supérieurs à la valeur nominale ont été obtenus dans le cas de 61 transactions et équivalaient à 1,63 fois la valeur nominale.

Les modalités de 54 adjudications ont été publiées au cours du premier trimestre dans le but d'augmenter les recettes du budget public grâce à la privatisation de biens publics. Quelque 13 lots d'actions ont ainsi été mis aux enchères et ont donné lieu à des contrats de vente d'une somme totale de 29,3 millions de hryvnias. On s'attend à ce que des transactions rapportent 107,4 millions de hryvnias au cours du deuxième trimestre de 1998. Par suite de ventes aux enchères de lots d'actions réalisées au cours du quatrième trimestre de 1997, 20,9 millions de hryvnias ont été recouvrés pendant le premier trimestre de 1998.

La privatisation d'entreprises publiques a rapporté 134,7 millions de hryvnias au cours du premier trimestre de 1998. Des fonds obtenus, 98,84 pour cent ont été versés au budget public comme suit: 99,99 pour cent au budget public et 0,01 pour cent au budget local.

Les départements régionaux du Fonds ukrainien des biens publics ont obtenu 29,75 millions de hryvnias grâce à la privatisation d'entreprises communales au cours du premier trimestre de 1998.

Aucun changement important ne s'est produit dans le domaine des petites et moyennes entreprises de janvier à avril 1998. La création de petites entreprises a progressé lentement dans toutes les régions. Pour le moment, environ 40 à 60 pour cent de toutes les petites entreprises enregistrées fonctionnent réellement; le tiers fonctionne sporadiquement et plusieurs risquent d'être liquidées parce qu'elles ne sont pas conformes aux exigences de capital et que leur chiffre d'affaires est insuffisant.

Les problèmes qui entravent le développement des activités des agents économiques et les éléments de l'infrastructure du marché restent d'actualité. Il s'agit surtout de l'instabilité des fondements normatifs et juridiques: les relations de propriété non réglées, en particulier la propriété foncière privée, la complexité et l'imperfection des processus d'enregistrement et d'autorisation, l'accès limité aux ressources financières et techniques, l'absence d'un système intégré d'appui financier et de crédit, un régime fiscal onéreux et d'autres raisons.

Le Décret présidentiel n° 79/98 en date du 3 février 1998 "sur la levée des restrictions qui gênent le développement des activités entrepreneuriales" a été publié pour diminuer l'intrusion des autorités publiques dans les activités entrepreneuriales, pour abolir les obstacles juridiques, administratifs, économiques et organisationnels au développement de ces activités et pour établir de nouvelles approches de la réglementation de l'État.

Une liste unique a été établie pour les activités entrepreneuriales qui ne nécessitent pas d'autorisation. Cette liste a réduit le nombre d'activités exigeant une autorisation de 112 à 42.

Situation du marché du travail

Au 1^{er} mai 1998, le Service national de l'emploi avait recensé 779 400 chômeurs, dont 324 400 étaient inscrits depuis le début de l'année.

Le taux de chômage chronique a augmenté de 2,33 à 2,85 pour cent entre le 1^{er} janvier et le 1^{er} mai 1998. Le chômage était particulièrement important (4,3 à 5,6 pour cent) dans les oblasts de Temopil, Zhytomyr, Lviv, Volyn, Chemihiv et Ivano-Frankivsk.

La demande d'emplois n'a cessé de diminuer, créant par le fait même une augmentation du nombre de chercheurs d'emploi. Quelque 816 500 personnes étaient inscrites auprès du Service national de l'emploi contre 47 300 postes vacants enregistrés au même moment. Il y avait donc en moyenne 17 personnes pour chaque poste vacant, soit 13 pour chaque poste de travailleur manuel, 27 pour chaque emploi de bureau et 28 pour chaque emploi non qualifié.

En fait, 61 100 travailleurs ont été renvoyés depuis le début de l'année. Le Service national de l'emploi a envoyé 19 400 personnes en formation professionnelle et 13 400 personnes ont participé à des travaux publics au cours du premier trimestre de 1998.

Salaires

Les niveaux de salaire dans toute l'économie étaient faibles de janvier à mars 1998. Comparativement à décembre 1997, le salaire nominal établi en mars (163 hryvnias) a diminué de 7 pour cent, soit une baisse réelle de 9,1 pour cent si l'on tient compte du taux d'inflation. En fait, les salaires sont restés au même niveau qu'en juillet 1997.

Les salaires ont augmenté en mars de cette année à cause de l'augmentation des heures de travail par rapport au mois précédent.

La question sociale la plus importante qui n'a pas été résolue dans l'économie est le retard de paiement des salaires. Depuis le début de l'année, les arriérés de salaires représentent 57,4 pour cent de l'ensemble des salaires, soit 59,0 pour cent dans l'industrie, 70,3 dans l'agriculture, 51,6 pour cent dans les transports et 64,6 pour cent dans la construction.

Environ 11 millions de salariés dans tous les domaines de l'économie n'ont pas reçu leur salaire à temps. Plus de 3 millions de salariés n'ont pas reçu de salaire depuis plus de six mois. La plupart des non-paiements ont lieu dans les entreprises collectives.

Au 26 avril 1998, la somme totale d'arriérés de salaires avait augmenté de 3,9 pour cent et s'élevait à 5 543,9 millions de hryvnias par rapport à la période précédente (fin mars).

Une diminution infime des arriérés de salaires a pu être observée dans le domaine budgétaire, en particulier, 4,0 pour cent dans les établissements scolaires, 6,4 pour cent dans les établissements culturels et 5,3 pour cent dans les établissements de santé.

Des diminutions des arriérés de salaires ont aussi pu être observées dans les entreprises œuvrant dans certains secteurs de l'industrie et plus particulièrement dans les domaines suivants: énergie électrique (2,1 pour cent), produits métallurgiques ferreux et construction de machines (0,8 pour cent), industrie légère (1,5 pour cent) et industrie de fourrages mixtes (9,3 pour cent). Il convient de noter, toutefois, que dans le secteur de la production, en général, les arriérés de salaires ont continué d'augmenter, mais à un rythme plus lent qu'au cours des mois précédents.

De janvier à mars 1998, des salaires totaux de 285,0 millions de hryvnias ont été payés en nature plutôt qu'en espèces. Cette pratique a beaucoup été utilisée surtout dans les oblasts de Khmelnytskyi, Zhytomyr, Ivano-Frankivsk, Kherson, Sumy et Vinnytsya.
